



ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU NOUVEAU-BRUNSWICK **Troisième session, 58^e législature**

FEUILLETON ET AVIS – Jour de séance 48
le mardi 24 octobre 2017

AFFAIRES COURANTES

Prière
Présentation d'invités
Déclarations de députés
Questions orales (30 minutes)
Dépôt de documents
Déclarations de ministres
Présentation des pétitions
Réponses aux pétitions et aux questions écrites
Présentation des rapports de comités
Dépôt de projets de loi
Avis de motion
Avis d'affaires émanant de l'opposition
Motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre
Votes par appel nominal différés
Affaires du jour

AFFAIRES DU JOUR

PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE ET ORDRES MINISTÉRIELS

PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE DONT LA DEUXIÈME LECTURE EST ORDONNÉE

Débats ajournés

16, *Loi modifiant la Loi sur les contrats de construction de la Couronne*. L'hon. M. Fraser.

COMITÉ PERMANENT DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

61, *Loi sur la transparence des engagements électoraux*. L'hon. M. Boudreau.

COMITÉ PERMANENT DES PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

38, *Loi modifiant la Loi constituant l'Association des barbiers immatriculés du Nouveau-Brunswick*. M^{me} Shephard.

COMITÉ PLÉNIER

34, *Loi modifiant la Loi sur les services à la petite enfance*. M. Steeves.

MOTIONS ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Motion 10 — **L'hon. M. Doucet**, appuyé par l'hon. M. Boudreau, proposera, le mercredi 7 décembre 2016, la résolution suivante :

que, sauf disposition contraire du Règlement ou ordre spécial de la Chambre, l'Assemblée législative adopte le calendrier de séance suivant à la reprise, le 6 décembre 2016, de la troisième session de la 58^e législature :

- du mardi 6 décembre au vendredi 9 décembre 2016,
- du mardi 13 décembre au vendredi 16 décembre 2016,
- du mardi 31 janvier au vendredi 3 février 2017,
- du mardi 7 février au vendredi 10 février 2017,
- du mardi 14 mars au vendredi 17 mars 2017,
- du mardi 21 mars au vendredi 24 mars 2017,
- du mardi 28 mars au vendredi 31 mars 2017,
- du mardi 25 avril au vendredi 28 avril 2017,
- du mardi 2 mai au vendredi 5 mai 2017 ;

que, durant certaines semaines où l'Assemblée est ajournée, les comités permanents aient la possibilité de se réunir aux dates suivantes pour étudier les projets de loi, les prévisions budgétaires et les comptes publics de divers ministères et sociétés de la Couronne :

- du mardi 17 janvier au vendredi 20 janvier 2017,
- du mardi 14 février au vendredi 17 février 2017,
- du mardi 21 février au vendredi 24 février 2017,
- du mardi 28 février au vendredi 3 mars 2017,
- du mardi 11 avril au jeudi 13 avril 2017,
- du mardi 18 avril au vendredi 21 avril 2017,
- du mardi 6 juin au vendredi 9 juin 2017,

du mardi 13 juin au vendredi 16 juin 2017,
 du mardi 26 septembre au vendredi 29 septembre 2017,
 du mardi 3 octobre au vendredi 6 octobre 2017,
 du mardi 10 octobre au vendredi 13 octobre 2017 ;

que, par dérogation aux dates précitées de réunion des comités, les personnes élues à la présidence d'un comité permanent ou spécial puissent continuer à convoquer des réunions, moyennant préavis des dates de leur choix ;

que l'Assemblée, à la levée de la séance le vendredi 5 mai 2017, s'ajourne au mercredi 1^{er} novembre 2017 ;

que, si le président de l'Assemblée, après consultation du gouvernement, est convaincu que, dans l'intérêt public, la Chambre doit se réunir plus tôt pendant une période d'ajournement, il puisse donner avis qu'il a acquis cette conviction, en indiquant dans cet avis la date de convocation de la Chambre, date à laquelle la Chambre se réunit et conduit ses travaux comme si elle avait été dûment ajournée à cette date ;

que, en cas d'empêchement du président par suite de maladie ou pour une autre cause, l'un ou l'autre des vice-présidents agisse en son nom pour l'application du présent ordre.

Motion 30 — L'hon. M. Arseneault, appuyé par M. Guitard, proposera, le mercredi 3 mai 2017, la résolution suivante :

attendu que, le mercredi 26 avril 2017, lors de la réunion du Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires, le chef de l'opposition a longuement parlé de l'entente fiscale conclue par le gouvernement conservateur au pouvoir en 2005 et favorisant le site de Canaport LNG aux dépens des gens de la ville de Saint John ;

attendu que l'actuel gouvernement libéral a mis fin à l'allègement fiscal et rétabli l'équité pour les gens de la ville de Saint John ;

attendu que, en raison de la mesure législative libérale visant à mettre fin à l'allègement fiscal, le montant d'impôt payable sur le site Canaport sera beaucoup plus élevé, ce qui, pour la ville de Saint John, s'est traduit cette année par des recettes fiscales totalisant 2,6 millions de dollars comparativement à la somme de 500 000 \$ perçue en vertu de l'entente des Conservateurs ;

attendu que le chef de l'opposition a indiqué sur son profil LinkedIn qu'il n'a eu d'autre employeur pendant 33 ans de sa vie adulte que Irving Oil, de 1977 à 2010 ;

attendu que la biographie officielle du chef de l'opposition sur le site Web des Conservateurs énonce qu'il a fait partie de l'équipe Irving dans les négociations avec Repsol pour le projet de Canaport LNG et qu'il a aussi fait partie du conseil d'administration de Canaport LNG ;

attendu que le chef de l'opposition affirme maintenant qu'il s'oppose à l'entente même qu'il dit avoir aidé à négocier ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée demande au chef de l'opposition d'expliquer à la Chambre le rôle qu'il a joué dans l'obtention, pour Irving et Canaport, de l'allègement fiscal spécial ainsi que la raison et le moment choisi pour son changement d'opinion sur la question.

Motions réglées

Motion 11 — L'hon. M. Gallant. Débat sur la motion le 13 décembre 2016 ; adoption de la motion le 13 décembre 2016.

Motion 12 — L'hon. M. Gallant. Débat sur la motion le 7 décembre 2016 ; adoption de la motion le 7 décembre 2016.

Motion 13 — L'hon. M. Gallant. Débat sur la motion le 7 décembre 2016 ; adoption de la motion le 7 décembre 2016.

Motion 14 — L'hon. M. Gallant. Débat sur la motion le 7 décembre 2016 ; adoption de la motion le 7 décembre 2016.

Motion 16 — L'hon. M^{me} Rogers. Débat sur la motion le 14 décembre 2016 ; adoption de la motion le 14 décembre 2016.

Motion 17 — L'hon. M. Doucet. Adoption de la motion le 8 décembre 2016.

Motion 19 — L'hon. M^{me} Rogers. Débat sur la motion les 7, 9, 10, 14, 15, 16 et 17 février 2017 ; adoption de la motion le 17 février 2017.

Motion 22 — L'hon. M. Doucet. Adoption de la motion le 14 février 2017.

Motion 28 — L'hon. M. Doucet. Adoption de la motion le 27 avril 2017.

Motion 31 — L'hon. M. Doucet. Adoption de la motion le 28 avril 2017.

Motion 35 — L'hon. M. Doucet. Adoption de la motion le 4 mai 2017.

Motion 36 — L'hon. M. Doucet. Adoption de la motion le 5 mai 2017.

MOTIONS DES DÉPUTÉS DU PARTI MINISTÉRIEL

Motion 33 — M. Guitard, appuyé par M. Bourque, proposera, le vendredi 5 mai 2017, la résolution suivante :

que, par dérogation au Règlement de l'Assemblée et après l'adoption de la présente motion, 18 heures soient consacrées aux délibérations à toutes les étapes de l'étude des projets de loi 31, 60, 66 et 68, rétroactivement au 14 décembre 2016, que, à l'expiration de ces 18 heures, sauf conclusion antérieure de l'étude, le président de l'Assemblée, du Comité plénier ou du Comité permanent de la politique économique, selon le cas, interrompe les délibérations et procède à chaque mise aux voix nécessaire pour donner suite aux ordres portant deuxième lecture, étude en comité et rapport à la Chambre ainsi que troisième lecture et adoption de ces projets de loi, que, si nécessaire, il soit permis que ces projets de loi fassent l'objet de plus d'une lecture ou franchissent plus d'une étape le jour même

et que l'horaire de séance de l'Assemblée législative le vendredi 5 mai 2017, prescrit par ordre spécial de la Chambre adopté le 8 décembre 2016, soit prolongé, au besoin, jusqu'à l'expiration des délais impartis à toutes les étapes nécessaires à l'adoption des projets de loi et à leur sanction royale.

Motions réglées

Motion 15 — M. Bernard LeBlanc. Débat sur la motion le 13 décembre 2016 ; adoption de la motion le 13 décembre 2016.

Motion 18 — M. Guitard. Débat sur la motion le 15 décembre 2016 ; adoption de la motion le 15 décembre 2016.

AFFAIRES ÉMANANT DE L'OPPOSITION

DEUXIÈME LECTURE DES PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PUBLIC ÉMANANT DE L'OPPOSITION

7, *Loi sur les emplois verts.* M. Coon.

71, *Loi modifiant la Loi sur le financement de l'activité politique.* M. Fairgrieve.

MOTIONS ÉMANANT DE L'OPPOSITION

Motions pouvant faire l'objet d'un débat

Motion 3 — M. Savoie, appuyé par M. K. MacDonald, proposera, le jeudi 10 novembre 2016, la résolution suivante :

attendu que l'Accord sur le bois d'oeuvre résineux entre le Canada et les États-Unis d'Amérique a pris fin et que les deux pays sont en pleine négociation en vue d'un nouvel accord ;

attendu que 83 % des terres du Nouveau-Brunswick sont boisées et que des forêts de la Couronne couvrent environ la moitié de ces terres ;

attendu que l'industrie forestière du Nouveau-Brunswick emploie plus de 22 000 personnes ;

attendu que l'industrie forestière du Nouveau-Brunswick apporte plus de 1,45 milliard de dollars par année à l'économie ;

attendu que les gens du Nouveau-Brunswick ont un intérêt direct dans la négociation d'un nouvel accord sur le bois d'oeuvre résineux ;

attendu que l'imposition de droits de douane et de contingents de concert avec les États-Unis pourrait présenter un risque important pour l'économie du Nouveau-Brunswick ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée exhorte le gouvernement actuel à rencontrer le gouvernement fédéral pour continuer à promouvoir les intérêts du Nouveau-Brunswick quant à la négociation d'un nouvel accord sur le bois d'oeuvre résineux.

Motions portant dépôt de documents

Motion 23 — M. Jeff Carr, appuyé par M. Wetmore, proposera, le jeudi 23 février 2017, la résolution suivante :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenant-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une liste des niveaux de dotation en personnel et de l'inventaire du matériel dans chacun des dépôts d'entretien du ministère des Transports et de l'Infrastructure dans la province du Nouveau-Brunswick pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017.

[Documents demandés déposés le 12 mai 2017]

Motion 24 — M. Coon, appuyé par M. Keirstead, proposera, le jeudi 23 février 2017, la résolution suivante :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenant-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les contrats suivants ainsi qu'une liste des soumissionnaires non retenus pour l'exécution de chacun de ces contrats :

Shannex, Fredericton, 2008 (contrat de cinq ans) ;

Shannex, Quispamsis, 2008 (contrat de cinq ans) ;

Shannex, Riverview, 2008 (contrat de cinq ans) ;

Villa Beauséjour, Caraquet, 2010 ;

foyer de soins Villa Maria, Saint-Louis de Kent, 2014 ;

Victoria Glen Manor, Perth-Andover, 2015.

[Documents demandés déposés le 13 avril 2017]

Motions réglées

Motion 1 — M. Higgs. Débat sur la motion le 10 novembre 2016 ; adoption de la motion amendée le 10 novembre 2016.

Motion 2 — M. Savoie. Débat sur la motion le 17 novembre 2016 ; rejet de la motion le 17 novembre 2016.

Motion 4 — M. Stewart. Débat sur la motion le 8 décembre 2016 ; rejet de la motion le 8 décembre 2016.

Motion 5 — M. Urquhart. Débat sur la motion le 17 novembre 2016 ; rejet de la motion le 17 novembre 2016.

Motion 6 — M. Coon. Débat sur la motion le 4 mai 2017 ; rejet de la motion le 4 mai 2017.

Motion 7 — M. Coon. Adoption de la motion le 16 mars 2017.

Motion 8 — M. Higgs. Débat sur la motion le 15 décembre 2016 ; rejet de la motion le 15 décembre 2016.

Motion 9 — M. Keirstead. Débat sur la motion le 8 décembre 2016 ; rejet de la motion le 8 décembre 2016.

Motion 20 — M. Holder. Débat sur la motion le 16 mars 2017 ; rejet de la motion le 16 mars 2017.

Motion 21 — M. Wetmore. Débat sur la motion le 16 mars 2017 ; adoption de la motion amendée le 16 mars 2017.

Motion 25 — M. Fairgrieve. Débat sur la motion le 30 mars 2017 ; adoption de la motion le 30 mars 2017.

Motion 26 — M. K. MacDonald. Débat sur la motion le 27 avril 2017 ; rejet de la motion le 27 avril 2017.

Motion 27 — M. K. MacDonald. Débat sur la motion le 4 mai 2017 ; adoption de la motion amendée le 4 mai 2017.

Motion 29 — M. K. MacDonald. Débat sur la motion le 4 mai 2017 ; rejet de la motion le 4 mai 2017.

Motion 32 — M^{me} Dubé. Débat sur la motion le 4 mai 2017 ; adoption de la motion amendée le 4 mai 2017.

Motion 34 — M. Fitch. Débat sur la motion le 4 mai 2017 ; adoption de la motion le 4 mai 2017.

PÉTITIONS

- | | |
|---|--------------------------------|
| 1, M. Crossman — présentée le 3 novembre 2016. | (Réponse, le 29 novembre 2016) |
| 2, M. Crossman — présentée le 3 novembre 2016. | (Réponse, le 9 décembre 2016) |
| 3, M. Coon — présentée le 6 décembre 2016. | (Réponse, le 21 décembre 2016) |
| 4, M. Wetmore — présentée le 9 décembre 2016. | (Réponse, le 19 décembre 2016) |
| 5, M. Crossman — présentée le 14 décembre 2016. | (Réponse, le 26 janvier 2017) |
| 6, M. Crossman — présentée le 14 décembre 2016. | (Réponse, le 26 janvier 2017) |
| 7, M. Albert — présentée le 8 février 2017. | (Réponse, le 7 avril 2017) |
| 8, M. Oliver — présentée le 8 février 2017. | (Réponse, le 17 février 2017) |
| 9, M. Oliver — présentée le 10 février 2017. | (Réponse, le 17 février 2017) |
| 10, M. Oliver — présentée le 14 février 2017. | (Réponse, le 17 février 2017) |
| 11, M. Crossman — présentée le 14 février 2017. | (Réponse, le 31 mars 2017) |
| 12, M. Crossman — présentée le 15 février 2017. | (Réponse, le 31 mars 2017) |
| 13, M. Crossman — présentée le 16 février 2017. | (Réponse, le 31 mars 2017) |

14, L'hon. M. Arseneault — présentée le 14 mars 2017.	(Réponse, le 28 mars 2017)
15, M. Wetmore — présentée le 14 mars 2017.	(Réponse, le 31 mars 2017)
16, M. Wetmore — présentée le 15 mars 2017.	(Réponse, le 31 mars 2017)
17, M. Wetmore — présentée le 16 mars 2017.	(Réponse, le 31 mars 2017)
18, M. Harvey — présentée le 17 mars 2017.	(Réponse, le 31 mars 2017)
19, M. Wetmore — présentée le 17 mars 2017.	(Réponse, le 31 mars 2017)
20, M. Wetmore — présentée le 21 mars 2017.	(Réponse, le 31 mars 2017)
21, M. Wetmore — présentée le 22 mars 2017.	(Réponse, le 31 mars 2017)
22, M. Wetmore — présentée le 23 mars 2017.	(Réponse, le 31 mars 2017)
23, M. Savoie — présentée le 24 mars 2017.	(Réponse, le 7 avril 2017)
24, M. Coon — présentée le 24 mars 2017.	(Réponse, le 12 avril 2017)
25, M. Wetmore — présentée le 24 mars 2017.	(Réponse, le 31 mars 2017)
26, M. Higgs — présentée le 28 mars 2017.	(Réponse, le 7 avril 2017)
27, M. Wetmore — présentée le 28 mars 2017.	(Réponse, le 7 avril 2017)
28, M. Wetmore — présentée le 29 mars 2017.	(Réponse, le 7 avril 2017)
29, M. Wetmore — présentée le 30 mars 2017.	(Réponse, le 7 avril 2017)
30, M. Wetmore — présentée le 31 mars 2017.	(Réponse, le 7 avril 2017)
31, M. Wetmore — présentée le 25 avril 2017.	(Réponse, le 12 mai 2017)
32, M. Wetmore — présentée le 26 avril 2017.	(Réponse, le 12 mai 2017)
33, M. Wetmore — présentée le 27 avril 2017.	(Réponse, le 12 mai 2017)
34, M. Wetmore — présentée le 28 avril 2017.	(Réponse, le 12 mai 2017)
35, M. Wetmore — présentée le 2 mai 2017.	(Réponse, le 12 mai 2017)
36, M ^{me} Wilson — présentée le 2 mai 2017.	(Réponse, le 12 mai 2017)
37, M. Wetmore — présentée le 4 mai 2017.	(Réponse, le 12 mai 2017)
38, M. Coon — présentée le 4 mai 2017.	(Réponse, le 18 mai 2017)
39, M. Bourque — présentée le 4 mai 2017.	(Réponse, le 20 juin 2017)
40, M. Wetmore — présentée le 5 mai 2017.	(Réponse, le 12 mai 2017)

RAPPORTS DE COMITÉS

Comité permanent de la politique économique

- premier rapport déposé le 6 décembre 2016
- deuxième rapport déposé le 8 décembre 2016
- troisième rapport déposé le 13 décembre 2016
- quatrième rapport déposé le 14 décembre 2016
- cinquième rapport déposé le 16 décembre 2016
 - sixième rapport déposé le 23 mars 2017
 - septième rapport déposé le 25 avril 2017
 - huitième rapport déposé le 27 avril 2017
- neuvième rapport déposé le 28 avril 2017
 - dixième rapport déposé le 2 mai 2017
 - onzième rapport déposé le 3 mai 2017
 - douzième rapport déposé le 4 mai 2017

Comité permanent de modification des lois

- premier rapport déposé le 14 décembre 2016

- Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires
— premier rapport déposé le 27 avril 2017
- Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé
— premier rapport déposé le 25 avril 2017
- Comité spécial sur le cannabis
— rapport définitif déposé le 24 octobre 2017

RAPPORTS/DOCUMENTS

Dépôt au bureau du greffier

- Rapport annuel 2016, Travail sécuritaire NB
— déposé le 30 mai 2017.
- Rapport annuel 2016, Caisse d'indemnisation établie en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des pompiers*
— déposé le 30 mai 2017.
- Rapport de la vérificatrice générale du Nouveau-Brunswick, volume I, audit de performance, 2017
— déposé le 20 juin 2017.
- Rapport annuel 2016, Corporation de financement des municipalités du Nouveau-Brunswick
— déposé le 21 juin 2017.
- Rapport du Groupe de travail du Nouveau-Brunswick sur la légalisation du cannabis, juin 2017
— déposé le 21 juin 2017.
- Rapport annuel 2016-2017, Commissariat aux langues officielles du Nouveau-Brunswick
— déposé le 22 juin 2017.
- Liste non vérifiée des paiements aux médecins, 2015-2016
— déposé le 26 juin 2017.
- Rapport annuel 2013-2014, Société de Kings Landing
— déposé le 10 juillet 2017.
- Rapport annuel 2016-2017, Commission des services financiers et des services aux consommateurs, Vers un cadre réglementaire moderne pour les services financiers et les services aux consommateurs au Nouveau-Brunswick
— déposé le 11 juillet 2017.
- Rapport annuel 2016, Recycle NB, *Au-delà des déchets*
— déposé le 12 juillet 2017.

États financiers vérifiés du Fonds pour l'achèvement de la formation professionnelle pour l'exercice terminé le 31 mars 2017

— déposé le 12 juillet 2017.

Rapport annuel 2016-2017, Conseil de la santé du Nouveau-Brunswick

— déposé le 14 juillet 2017

États de divulgation publique 2016, déposés au bureau du greffier de l'Assemblée législative conformément au paragraphe 20(7) de la *Loi sur les conflits d'intérêts des députés et des membres du Conseil exécutif*

— déposés le 20 juillet 2017.

Rapport annuel 2016, Commission des assurances du Nouveau-Brunswick

— déposé le 21 juillet 2017.

Rapport annuel 2016, Société d'assurance-dépôts des caisses populaires du Nouveau-Brunswick

— déposé le 8 août 2017.

Projet de droit pour présenter une demande de mainlevée par anticipation de la mise en fourrière d'un véhicule (*Loi sur les droits à percevoir*)

— déposé le 17 août 2017.

Rapport annuel 2016-2017, Société d'énergie du Nouveau-Brunswick

— déposé le 21 août 2017.

Rapport annuel 2016-2017, Réseau de santé Vitalité

— déposé le 29 août 2017.

Consultations auprès des gens du Nouveau-Brunswick : la légalisation du cannabis à des fins récréatives au Nouveau-Brunswick, Rapport définitif du Comité spécial sur le cannabis, troisième session de la 58^e législature du Nouveau-Brunswick, septembre 2017

— déposé le 1^{er} septembre 2017.

— présenté par l'hon. M. Bourque le 24 octobre 2017.

Rapport annuel 2016-2017, Réseau de Santé Horizon

— déposé le 12 septembre 2017.

Rapport annuel 2016-2017, Commission de l'énergie et des services publics du Nouveau-Brunswick

— déposé le 19 septembre 2017.

Rapport annuel 2016-2017, Société des alcools du Nouveau-Brunswick

— déposé le 19 septembre 2017.

Comptes publics pour l'exercice terminé le 31 mars 2017, volume 1, états financiers consolidés

— déposé le 28 septembre 2017.

Rapport de la vérificatrice générale du Nouveau-Brunswick, volume 2, audit de performance, 2017

— déposé le 3 octobre 2017.

Résultats de la surveillance de la qualité de l'air 2015, ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux

— déposé le 5 octobre 2017.

Rapport annuel 2016, Groupe Vestcor

— déposé le 12 octobre 2017.

Rapport annuel 2016-2017, Conseil de la recherche et de la productivité

— déposé le 18 octobre 2017.

Rapport annuel 2015-2016, Société de développement régional

— déposé le 20 octobre 2017.

QUESTIONS ÉCRITES (Voir annexe A)

Donald J. Forestell,
greffier de l'Assemblée législative

ANNEXE A**QUESTIONS ÉCRITES****Question 1 de M. Higgs**

À : L'hon. M. Gallant,
premier ministre du Nouveau-Brunswick

Le premier ministre nous donnera-t-il précisément le montant du déficit qu'il prétend avoir réduit de moitié? Quel était le montant maximal, quel était le montant minimal et où était le fond de prévoyance dans l'ensemble des calculs?

Question 2 de M. Higgs

À : L'hon. M. Gallant,
premier ministre du Nouveau-Brunswick

Deux documents ont été affichés sur le site Web du gouvernement du Nouveau-Brunswick. Un document porte sur les perspectives économiques pour 2017-2018, et l'autre constitue le discours du budget. Les documents peuvent être contradictoires. Par conséquent, quel document est exact?

Question 3 de M. Higgs

À : L'hon. M. Doucet,
ministre du Développement de l'énergie et des ressources

Je voudrais renvoyer le ministre au volume II du rapport de la vérificatrice générale de 2015 et à ses recommandations sur l'approvisionnement en bois des terres privées. À la page 196, au paragraphe 4.20, la vérificatrice générale affirme :

4.20 Nous avons examiné la documentation que le Ministère nous a remise en matière de planification stratégique et de sa mise en œuvre. Nous n'avons pu cerner une stratégie, un but ou un objectif pour l'approvisionnement en bois des terrains boisés privés. Bien qu'il ait pris certaines mesures touchant l'approvisionnement en bois des terres privées, aucune n'a été menée à terme.

Le ministre indiquerait-il à la Chambre si les mesures qui s'imposent ont été prises à cet égard? Parlerait-il de la stratégie, du but ou de l'objectif documenté du ministère pour l'approvisionnement en bois des terrains boisés privés?

Question 4 de M. Higgs

(Réponse, le 5 mai 2017)

Question 5 de M. Higgs

(Réponse, le 12 mai 2017)